

Webinaire CEoG Covid-19 du 14 avril 2020

Le webinaire s'est déroulé selon les règles de Chatham House. Les questions et réponses ont été regroupées et anonymisées.

I. Participants:

19 conseillers actuels
1 conseiller émérite
2 conseillers membres du personnel
2 experts réseaux
9 employés de la Banque mondiale

II. Notes de discussion

1. Réponses politiques à court, moyen et long terme

Q : Africa's Pulse a déclaré qu'étant donné les niveaux élevés d'informalité dans les pays africains, il est nécessaire de contrôler les mouvements de manière responsable. Cela a été rapporté par certains médias sociaux comme : «ne faites pas de confinement ». Quelle est la clarification de la politique du GBM sur les confinements ?

Q : Comment les pays africains devraient-ils penser la réponse à long terme ? Devrions-nous séparer les politiques à court terme qui nous permettent d'avoir un meilleur contrôle des effets du COVID-19, des politiques à plus long terme ?

Q : En termes de politiques visant à atténuer la propagation du COVID19, quelle est l'interaction entre les secteurs formel et informel ? Peut-on arrêter l'un sans affecter l'autre ?

Réponses :

Le confinement est utile mais il est important de l'accompagner de mesures qui lui permettront de réussir. Avec un grand secteur informel, il sera très difficile de faire respecter le confinement pendant une longue période sans augmenter la protection sociale et fournir un soutien aux nécessiteux qui vivent au jour le jour.

Cette crise offre une « occasion » de penser de manière créative et de prendre des mesures politiques qui seraient autrement difficiles à prendre. La distinction importante à faire n'est pas entre le court terme et le long terme, mais plutôt des politiques qui peuvent être prises dès maintenant pour semer les graines de la résilience au-delà de la crise. Il est particulièrement important de mettre en œuvre des réformes peu coûteuses telles que la réduction des barrières

non tarifaires, l'amélioration de la gestion de la dette et de la transparence, ou la lutte contre les flux financiers illicites.

À l'heure actuelle, les gouvernements élaborent des politiques de dans un contexte de forte incertitude. Ils ont besoin d'espace et de flexibilité pour mettre à jour les politiques et changer d'avis. Les données sont essentielles pour cela, ainsi qu'une communication claire. Les gouvernements doivent maintenir la confiance du public. C'est une leçon claire de la crise d'Ebola : mobiliser les leaders communautaires pour la diffusion de l'information et organiser les chaînes d'approvisionnement locales.

Le secteur informel résiste mieux aux chocs macroéconomiques résultant de la compression des importations, tandis que le secteur formel a tendance à être plus exposé aux importations. Avec le COVID-19, le secteur informel est profondément affecté par les mesures de distanciation sociale. Il n'y a pas de solutions claires, mais les politiques devraient se concentrer sur les mesures de soutien des plus pauvres parmi les pauvres, telles que les petits transferts réguliers d'argent via mobile et encourager l'utilisation des paiements mobiles. Une chose qui est ressortie du modèle EGC est qu'il est essentiel que les chaînes d'approvisionnement alimentaire ne soient pas perturbées, en particulier dans les zones où le commerce informel représente une grande partie de l'approvisionnement alimentaire.

2. Allègement de la dette

Q : La proposition de moratoire a-t-elle été acceptée ?

Q : L'allègement de la dette et les autres mesures politiques internationales organisées autour des labels des pays à revenu élevé, faible et intermédiaire ne sont pas appropriés actuellement. Les pays à revenu intermédiaire étaient auparavant des pays à faible revenu.

Q : Certains pays sont confrontés à un lourd fardeau de dette commerciale et à des pays extérieurs au club de Paris. Comment sont-ils représentés dans les propositions aux donateurs bilatéraux ?

Réponses :

Le moratoire sur le service de la dette est toujours en préparation. Le FMI a déjà accordé un allègement à un certain nombre de pays et nous espérons que d'ici la fin de la semaine (c'est-à-dire vendredi 17 avril), qu'il y aura des annonces d'accords moratoires bilatéraux et multilatéraux. Les revenus seront utilisés pour les réponses au COVID-19.

Le Pulse (figure 2.2, page 86) montre que la structure de la dette africaine a considérablement changé. Un moratoire sur la dette bilatérale serait essentiel, mais pas suffisant. Un pourcentage important est la dette privée. Le principal problème de la dette privée est qu'il n'y a pas de coordination. Cependant, il y a des signes encourageants avec l'implication de l'UA qui joue un rôle central dans les pourparlers et pourrait aider au processus de coordination.

Il s'agit d'une discussion qui se tient au niveau du G20, et le G20 comprend des pays qui ne font pas partie du club de Paris. Il y a par conséquent de plus grandes possibilités de coordination.

3. Comment les pays créeront-ils un espace budgétaire ?

Q: Les pays doivent continuer à percevoir les recettes fiscales, mais à l'heure actuelle, le secteur privé a besoin d'un allègement de charges. Comment les gouvernements combleront-ils le déficit de financement ?

Q: Quelles interventions les pays peuvent-ils entreprendre pour protéger les personnes vulnérables sans compromettre la position macroéconomique des pays?

Q: Les pays devront réduire les dépenses non essentielles. Mais ils devront également réduire certaines de leurs dépenses essentielles, telles que la défense et la sécurité. Comment les pays devraient-ils identifier les dépenses essentielles à réduire ?

Réponses

Il est particulièrement important de faire bon usage des ressources limitées et de veiller à ce que les mesures de riposte ne se traduisent pas maintenant par une mauvaise allocation des ressources. Par exemple, les pays effectuant des transferts pourraient utiliser les données des téléphones portables pour le ciblage, en envoyant des transferts à des personnes regroupées autour de caractéristiques spécifiques. De petits paiements fréquents par téléphone mobile aux plus pauvres pourraient les aider à traverser la période de crise sans tomber dans un piège de la pauvreté fondé sur les actifs.

Les institutions multilatérales sont déjà en train de convenir que les déficits budgétaires pourraient s'aggraver et que différentes mesures de mobilisation des recettes seront appliquées. Un aspect important de la relance basée sur le moratoire de la dette est que les pays l'utiliseront pour améliorer l'efficacité des dépenses.

Les pays devraient essayer, autant que possible, de protéger les investissements qui permettront une reprise plus rapide. Par exemple, les projets de fourniture d'énergie doivent être soutenus ; les investissements dans les domaines de l'eau, l'assainissement et l'hygiène doivent être protégés. Les décès survenant de causes autres que le COVID-19 sont également importants. Dans certains pays, les décès non liés au COVID-19 sont actuellement plus élevés que les décès liés au COVID-19, car il a été conseillé aux gens de ne pas utiliser les services de santé. Dans le cas de l'Afrique, les cliniques rurales/dispensaire ruraux doivent être maintenues à tout prix afin de prévenir les décès de personnes vulnérables dans d'autres circonstances.